

QUE LA CRISE S'AGGRAVE !

La crise peut-elle être une opportunité ? Que faire pour ne pas revenir à toute vitesse au monde d'avant ? Il y aura-t-il un monde d'après ?

Luca Ciccia (CSCE)

Ce papier est celui d'un syndicaliste, pas celui d'un épidémiologiste. Tout ce que j'ai compris de la lutte contre le Covid-19 tient en quelques idées. Le virus est très contagieux, mortel surtout pour nos aînés, mais potentiellement très grave pour un très large public, et mortel pour tous si la capacité hospitalière est dépassée. En attente d'un vaccin, il faut donc confiner. Soit de manière drastique, à la chinoise, pour voir le virus totalement éradiqué, soit à l'occidentale, de manière souple, avec pour seul but d'étaler la transmission dans le temps. Avant même que ce confinement « souple » débute, les dirigeants occidentaux ont globalement considéré qu'ils pouvaient faire confiance aux

ment moins utile. Nous pourrions aussi insister sur le fait que sans capacité de production nationale et européenne de masques de toutes sortes, de respirateurs, et de capacité de *testing*, ce confinement aurait également pu être moins nécessaire... Mais sans faire l'économie de l'évaluation des responsabilités politiques de la crise sanitaire que nous traversons, tournons-nous vers l'avenir. Après un mois de confinement, la pression pour le déconfinement était déjà importante, et venait de tous bords. Pourtant, les quelques mouvements de grèves menés par des magasins de distribution en début de confinement ont, mieux que je ne saurais le démontrer, rappeler combien ce sont les travailleurs qui pro-

duisent la richesse, combien ce sont eux les « indispensables ». Plus que jamais, ils sont en position de force. C'est donc maintenant qu'il faut lutter, faire front, pour que demain les politiques socioéconomiques menées favorisent la santé et le bien-être de chacun et non le seul profit de quelques-uns.

Pourquoi maintenant ? Parce que la manière dont les gouvernements interviendront pour compenser les effets du confinement, et aider à la « relance », déterminera le monde d'après. Et vu la récession estimée à ce jour entre 6 et 8% de PIB pour cette seule année et une dette annuelle qui a déjà doublé (estimations en hausse constante...), si demain est « traité » politiquement comme le fut la crise de 2008, ce sera l'austérité payée par les « petites gens » pour assurer les profits de quelques-uns. Prenons le cas du chômage temporaire pour force majeure mis en œuvre pour à peu près 1 million de salariés belges. Pourquoi accepter

Ce sont les travailleurs qui produisent la richesse, ce sont eux les « indispensables »

services hospitaliers, et que l'économie ne pouvait être prise en otage d'un confinement. C'est partout, avec un retard qui ne sera jamais rattrapé, que le confinement s'est progressivement mis en place. Et il n'aura pas fallu plus d'un mois de confinement pour que le débat sur la stratégie de sortie ne permette de mettre sur la place publique ce dilemme insoluble : la crise économique majeure issue du confinement vaut-elle (par elle-même et en termes d'impact global sur la santé) les vies sauvées par ce confinement ?

On pourrait, en préalable à la réflexion que beaucoup mènent actuellement sur la stratégie à mener pour que cette crise soit un bond en avant sociétal et non une vaste marche en arrière, rappeler que si nous n'avions pas désinvesti les hôpitaux, le risque de saturation serait beaucoup plus éloigné, et le confine-



que ce soient les salariés qui perdent leurs revenus de manière si importante ? Dans le même temps, tous s'accordent pour dire qu'il faut compenser les pertes du secteur privé et des petits commerces et indépendants, et les aides publiques sont croissantes. Voilà donc que le risque pris par l'investisseur est en réalité un risque pris par la société, par le contribuable, par vous et moi. Voilà donc que la crise et la manière dont répondent les gouvernements occidentaux ne ferait que renforcer les inégalités.

Le Danemark va conditionner ses aides aux entreprises qui ne distribuent pas de dividendes et n'utilisent pas de paradis fiscaux. Très bien. C'est un bon début, même pas de l'ordre du débat politique en Belgique... Mais quid des enjeux de la transition écologique et de la relocalisation de l'économie dont on sait qu'ils vont de pair ? Pour le dire autrement, comment profite-t-on des aides publiques à venir pour démondialiser ? Comment assure-t-on un protectionnisme 2.0 ? Comment évite-t-on les futures crises sanitaires qui seront pour l'essentiel d'origine écologique, climatique ?

Va-t-on accepter sans broncher des aides publiques pour sauver l'aviation, l'automobile, l'agro-alimentaire, l'industrie pétrolière ? Aides que nous devons payer deux fois, par le remboursement de la dette et par les effets sanitaires d'une telle relance... Au niveau européen, tous constatent

que même ce *green new deal* pourtant d'une grande pauvreté en termes d'ambitions sera tellement édulcoré qu'il n'aura plus rien de *green*.

Alors oui, le confinement fait du tort aux « petites gens ». Les enfants de familles moins favorisées sont plus impactés par l'absence d'école, les familles vivant dans un deux pièces et sans jardin subissent davantage l'impact psychologique du confinement, et les quartiers pauvres voient globalement les inspections poli-

de repos n'acceptent pas les visites des familles tant qu'elles ne seront pas décommercialisées et refinancées ! Que les personnels d'entretien, de distribution, de collecte des déchets, de livraison ne reprennent pas le travail sans revalorisation massive de leur pouvoir d'achat et de sécurité contractuelle quant à leurs horaires de travail ! Que le contrôle des chômeurs et la dégressivité des allocations restent suspendus tant que nous n'aurons pas le plein-emploi ,

Que la crise s'aggrave, pour que les crises suivantes ne puissent être la responsabilité d'un système économique et politique destructeur

cières d'une manière moins amicale que les familles des communes plus riches où l'on danse avec les policiers... Mais à quoi la faute ? Sinon à ce système profondément inégalitaire actuel ! Déconfiner au nom de l'égalité pour rapidement relancer la machine inégalitaire paraît absurde. Non, il est un temps où le confinement peut être vu comme l'action collective propre à notre époque. Un confinement souhaité, et que l'on prolongera, que l'on modulera, tous ensemble.

Car le confinement c'est quoi en fin de compte ? N'est-ce pas l'expérience grandeur nature de la limitation du temps de travail pour presque tous, la réduction de la consommation aux biens essentiels, les loisirs à échelle humaine ? N'est-ce pas du temps pour soi et la remise en question du sens donné à son travail ? Imaginer ce déconfinement sans reprise massive de travail et vous aurez une belle idée de ce qu'une société compatible avec les enjeux écologiques serait. Et nombreux sont ceux qui ont non seulement peur de reprendre le travail, mais n'en ont surtout pas envie. Le sens du travail aura été questionné comme jamais. Mais tout peut revenir si facilement « comme avant ».

Que les enseignants n'acceptent pas de déconfinement tant que leurs classes ne seront pas réduites de moitié ! Que les personnels de maisons

que le temps de travail soit partout divisé par deux !

Oui ce qu'il faudrait, là, maintenant, c'est une grève générale, massive, tout entière tournée vers l'avenir, sans concession. Faisons payer la grève par les employeurs et leurs actionnaires, par les grosses fortunes, les gros patrimoines. Utilisons ce chômage économique et prolongeons-le, aussi longtemps qu'il le faudra. Reprenons le travail quand nous aurons la garantie que les travailleurs et allocataires sociaux auront récupéré ce qu'ils auront perdu ! Les travailleurs de la STIB qui usent, y compris contre leurs responsables syndicaux, du « droit de retrait » depuis le 11 mai, sont à cet égard un bel exemple. Une grève générale ne se décrète pas, mais elle n'émerge pas de façon spontanée non plus... Il va donc falloir s'armer de patience, expliquer, convaincre, mobiliser, et créer les conditions de revendications radicales portées par une base sociale la plus large possible.

Que la crise s'aggrave, pour que les crises suivantes ne puissent être la responsabilité d'un système économique et politique destructeur. Il faut faire vite, les demandes de colis alimentaires augmentent, sans qu'un déconfinement n'y puisse quoi que ce soit, et puis... les canicules estivales approchent, déjà. Car si nous n'y arrivons pas malgré un contexte aussi historique, que faudra-t-il espérer pour l'avenir ? Encore combien de crises, combien de familles dans la précarité, combien de vies sacrifiées, pour quelques-uns ? □



C'est maintenant qu'il faut lutter, faire front, pour que demain les politiques socioéconomiques favorisent la santé et le bien-être de chacun.